

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1964 Nr. 138

A. TITEL

*Verdrag betreffende de arbeidsvoorwaarden van Rijnvarenden, met
Protocol van ondertekening;
Genève, 21 mei 1954*

B. TEKST

De tekst van Verdrag en Protocol is geplaatst in *Trb.* 1954, 121.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1954, 121 en *Trb.* 1959, 26.

D. GOEDKEURING

Zie *Trb.* 1959, 26.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1959, 26 en *Trb.* 1959, 197.

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1959, 197.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1954, 121, *Trb.* 1959, 26 en *Trb.* 1959, 197.

Voor het op 28 juni 1919 te Versailles tot stand gekomen Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1964, 137.

Voor het Handvest der Verenigde Naties zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1964, 109.

Een bijzondere driezijdige Rijnvaart-Conferentie heeft in haar derde zitting van 20—24 mei 1963 te Genève een Akte van wijziging van het onderhavige Verdrag aangenomen.

De tekst van deze Akte luidt:

Instrument d'amendement de l'Accord concernant les conditions de travail des bateliers rhénans 1950-1954

La République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération suisse,

La Conférence tripartite spéciale de la batellerie rhénane, s'étant réunie, en sa troisième session, à Genève, du 20 au 24 mai 1963, pour discuter et approuver certains amendements aux articles 7, 8, 11, 15, 16, 25, et 27 de l'Accord concernant les conditions de travail des bateliers rhénans, 1950-1954,

Ont adopté les dispositions suivantes:

Article I

Le texte des articles 7, 8, 11, 15, 16, 25 et 27 de l'Accord concernant les conditions de travail des bateliers rhénans, 1950-1954, est abrogé et est remplacé par les dispositions suivantes:

TITRE III

Repos quotidien en cours de navigation

Article 7

1. En cours de navigation, les bateliers rhénans devront bénéficier, entre 18 heures et 8 heures, d'une période de repos de nuit d'au moins:

- a) douze heures pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février;
- b) dix heures pendant les autres mois.

2. Il peut être prévu, par voie de convention collective ou par la législation nationale, que le repos de nuit, fixé au paragraphe 1 du présent article, sera remplacé par un repos quotidien de même durée dont, cependant, huit heures consécutives au moins doivent s'intercaler entre 20 heures et 6 heures.

3. Les dispositions des paragraphes 4, 5, 6 et 7 du présent article sont applicables aux bateliers rhénans en service sur des bateaux pratiquant la navigation semi-continue ou continue, en lieu et place des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. i) La navigation durant seize à vingt heures sur vingt-quatre heures qui a lieu entre 3 heures et 23 heures constitue la navigation semi-continue.

ii) La navigation durant plus de vingt heures sur vingt-quatre heures constitue la navigation continue.

5. Les bateliers rhénans en service sur des bateaux pratiquant la navigation semi-continue devront bénéficier d'une période de repos quotidien de douze heures; cette période comprend au moins six heures consécutives entre 21 heures et 5 heures.

6. Les bateliers rhénans en service sur des bateaux pratiquant la navigation continue devront bénéficier, soit de douze heures de repos pendant chaque période de vingt-quatre heures, soit de vingt-quatre heures de repos pendant chaque période de quarante-huit heures; le repos comprend au moins six heures consécutives pendant chaque période de vingt-quatre heures.

7. L'effectif et la composition des équipages des bateaux pratiquant la navigation semi-continue ou continue doivent être fixés de façon à donner effet aux dispositions du présent article.

Article 8

1. En dérogation aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 7, la période de repos de nuit pourra être réduite:

- a) de deux heures au maximum en cas de transport de marchandises périssables;
- b) en vue de prévenir la détérioration de marchandises, mais seulement lorsque ces marchandises sont transportées à bord de bateaux remorqués isolément ou de bateaux automoteurs;
- c) du temps nécessaire au passage d'une écluse, ou de deux heures au maximum pour l'entrée ou l'arrivée dans les ports de Belgique et de Zélande exposés aux marées, ainsi que dans le port de Dordrecht en venant de Belgique ou de Zélande;
- d) le jour d'arrivée au port de destination finale, à la condition que la durée du travail des hommes à bord ne se prolonge pas, ce jour-là, au-delà de 10 heures du soir;
- e) dans le cas où, en cours de voyage, il apparaît que la correspondance avec un bateau de mer pourrait être manquée;
- f) en cours de voyage en amont de Coblenze, en cas de baisse inopinée et rapide des eaux, et au maximum pour une nuit, en vue d'éviter l'allégement.

2. La période de repos quotidien pourra également être réduite en cas d'accident ou de secours, d'inondation, de tempête ou de danger soudain provenant de la glace.

TITRE V**Heures supplémentaires****Article 11**

Lorsque le repos quotidien prévu à l'article 7 aura été réduit en application des dispositions de l'article 8, les heures ainsi réduites du repos quotidien seront considérées comme heures supplémentaires, pour lesquelles les bateliers rhénans intéressés auront droit à une compensation conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 14.

TITRE VI**Jours fériés****Article 15**

1. Sauf dans les cas énoncés aux alinéas *b*) et *e*) du paragraphe 1 de l'article 8 et au paragraphe 2 dudit article, aucun batelier rhénan ne sera tenu de travailler pendant sept jours fériés au moins, dans le cours d'une année. Ces jours seront fixés par chaque pays contractant parmi les huit jours suivants: le jour de l'An, le dimanche et le lundi de Pâques, le 1er mai, le dimanche et le lundi de Pentecôte, le jour de Noël et le jour de la fête de saint Etienne (26 décembre).

2. Les heures de travail effectuées au cours de ces journées seront considérées comme des heures supplémentaires pour lesquelles les bateliers rhénans intéressés auront droit à une compensation conformément aux dispositions de l'article 14.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas, dans la période du 1er mai au 30 septembre inclus, aux bateaux à passager transportant au maximum 100 tonnes de marchandises lorsqu'ils effectuent un service régulier.

TITRE VII**Journées de repos****Article 16**

1. Tout batelier rhénan devra bénéficier, en moyenne, d'une journée de repos pour six jours de travail, accordée dans un laps de temps de trois mois au plus.

2. On entend par journée de repos une période de repos d'au moins vingt-quatre heures consécutives accordée immédiatement après une période de repos de nuit.

3. Les journées de repos hebdomadaire doivent comprendre autant que possible vingt-six dimanches par an.

4. Les dispositions du paragraphe 5 du présent article sont applicables aux bateliers rhénans en service sur des bateaux pratiquant la navigation semi-continue ou continue, au sens du paragraphe 4 de

l'article 7, en lieu et place des dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article relatifs au repos hebdomadaire.

5. Les bateliers rhénans en service sur des bateaux pratiquant la navigation semi-continue ou continue auront droit à une journée de repos pour deux journées de travail. Les journées de repos seront cumulées et devront être accordées en tout cas dans le courant de six semaines au maximum.

TITRE XI

Application de l'Accord

Article 25

1. Dans chaque pays contractant et à bord de tous les bateaux auxquels s'applique le présent Accord et appartenant à des compagnies de navigation ou à des particuliers dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire du pays en question, il sera donné effet audit Accord par toutes mesures appropriées et notamment au moyen de conventions collectives. Si un particulier ne possède pas de siège d'exploitation sur le territoire du pays en question, son domicile en tiendra lieu aux fins de l'application du présent article.

2. Les pays contractants sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires pour garantir l'exécution effective du présent Accord, notamment par des dispositions de droit pénal, et de désigner les autorités chargées de leur application. Les pays contractants ont le droit et l'obligation d'étendre l'application de ces mesures à bord de tous les bateaux visés par l'Accord, sans distinction de pavillon, dès lors que ces bateaux se trouvent sur leur territoire.

TITRE XII

Commission tripartite et rapports annuels

Article 27

1. i) Il est institué une Commission tripartite comprenant pour chaque Etat contractant deux représentants du gouvernement, un représentant des employeurs intéressés, un représentant des bateliers rhénans. Le Bureau international du Travail participera aux travaux de la Commission tripartite.

ii) Les représentants non gouvernementaux seront désignés par les gouvernements d'accord avec les organisations professionnelles les plus représentatives, soit des employeurs, soit des bateliers rhénans, auxquels s'applique le présent Accord.

2. Chaque pays contractant établira un rapport annuel concernant l'application de l'Accord à l'intérieur de son territoire et le soumettra à l'examen de la Commission tripartite. A moins que la Commission n'en décide autrement, le rapport sera élaboré de façon détaillée, tous les deux ans, et ne contiendra que des informations succinctes pour les années intermédiaires.

3. La Commission tripartite se réunira tous les deux ans pour établir un rapport contenant ses observations sur les rapports des gouvernements, à moins que l'un de ceux-ci ne demande qu'elle se réunisse dans le courant d'une année intermédiaire. Le rapport de la Commission tripartite sera communiqué à chacun des gouvernements contractants, au Bureau international du Travail et à la Commission centrale pour la navigation du Rhin.

4. Le secrétariat général de la Commission centrale pour la navigation du Rhin assumera le secrétariat de la Commission tripartite.

5. La Commission tripartite établira son règlement.

Article II

Le présent Instrument est ouvert à la signature des Etats représentés à la Commission centrale pour la navigation du Rhin. Il sera soumis à ratification.

Article III

Tout instrument de ratification du présent Instrument sera déposé auprès du Directeur général du Bureau international du Travail, qui l'enregistrera et en notifiera la réception aux pays mentionnés à l'article II.

Article IV

Le présent Instrument entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt du dernier instrument de ratification par toutes les Parties Contractantes riveraines du Rhin et par la Belgique. Pour chacun des autres Etats représentés à la Commission centrale pour la navigation du Rhin, il entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel son instrument de ratification aura été déposé.

Article V

1. Le présent Instrument a la même période de validité que l'Accord lui-même.

2. Le présent Instrument ne peut être dénoncé séparément de l'Accord.

Article VI

1. Le texte français du présent Instrument en constitue le texte authentique. Il sera revêtu de la signature des Parties Contractantes et déposé aux archives du Bureau international du Travail.

2. Dès l'entrée en vigueur du présent Instrument, une copie certifiée conforme en sera communiquée, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, au Secrétaire général des Nations Unies par le Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement.

3. Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera également une copie certifiée conforme à chacun des pays riverains du Rhin, à la Belgique, aux autres pays représentés à la Commission centrale pour la navigation du Rhin et à ladite Commission.

4. Des traductions officielles en anglais, en allemand et en néerlandais seront établies par le Bureau international du Travail et communiquées aux pays intéressés.

Article VII

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, toute ratification dont il aura reçu notification.

FAIT à Genève, le 24 mai 1963, en deux exemplaires originaux en français.

EN FOI DE QUOI les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé le présent Instrument.

Pour la République fédérale d'Allemagne:

Pour le Royaume de Belgique:

Pour la République française:

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Pour la Confédération suisse:

In overeenstemming met artikel II is de Akte ondertekend voor:

Zwitserland	22 oktober 1963
België	13 januari 1964
Frankrijk	21 januari 1964
het Koninkrijk der Nederlanden	28 april 1964

Bekrachtiging der Akte is voorzien in artikel II.

De Akte behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

De Akte treedt ingevolge artikel IV in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de laatste akte van bekrachtiging van alle Verdragsluitende Rijnsoeverstaten en België is nedergelegd bij de Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau.

De vertaling van de Akte luidt:

Akte van wijziging van het Verdrag betreffende de arbeidsvoorwaarden van rijnvarenden, 1950-1954

De Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, de Franse Republiek, het Koninkrijk der Nederlanden en de Zwitserse Bondsstaat,

Overwegende, dat de bijzondere driezijdige Rijnvaart-Conferentie van 20 tot 24 mei 1963 te Genève voor haar derde zitting is bijeengekomen ter bespreking en goedkeuring van bepaalde wijzigingen van de artikelen 7, 8, 11, 15, 16, 25 en 27 van het Verdrag betreffende de arbeidsvoorwaarden van rijnvarenden, 1950-1954,

Hebben de volgende bepalingen aangenomen:

Artikel I

De tekst van de artikelen 7, 8, 11, 15, 16, 25 en 27 van het Verdrag betreffende de arbeidsvoorwaarden van rijnvarenden, 1950-1954 vervalt en wordt vervangen door de navolgende bepalingen:

TITEL III

Dagelijkse rusttijd tijdens de vaart

Artikel 7

1. Tijdens de vaart dienen de rijnvarenden, tussen 18 uur en 8 uur, gedurende een periode van ten minste:

- a) twaalf uur in de maanden november, december, januari en februari, en

b) tien uur in andere maanden, gelegenheid tot nachtrust te krijgen.

2. Bij collectieve arbeidsovereenkomst of bij nationale wetgeving kan worden voorzien dat de periode voor nachtrust, vastgesteld in het eerste lid van dit artikel, wordt vervangen door een dagelijkse rusttijd van dezelfde duur, waarvan echter ten minste acht achtereenvolgende uren moeten vallen tussen 20 uur en 6 uur.

3. In plaats van de bepalingen van de leden 1 en 2 van dit artikel zijn de bepalingen van de leden 4, 5, 6 en 7 van dit artikel van toepassing op rijnvarenden aan boord van schepen die semi-continu of continu varen.

4. i) Onder semi-continu varen wordt verstaan het varen gedurende zestien tot twintig uur per etmaal voor zover dit gebeurt tussen 3 uur en 23 uur.

ii) Onder continu varen wordt verstaan het varen gedurende meer dan twintig uur per etmaal.

5. Rijnvarenden aan boord van schepen die semi-continu varen, dienen een dagelijkse rusttijd te genieten van twaalf uur; van deze rusttijd moeten ten minste zes achtereenvolgende uren vallen tussen 21 uur en 5 uur.

6. Rijnvarenden aan boord van schepen die continu varen, dienen een rusttijd te genieten van hetzij twaalf uur per etmaal, hetzij vierentwintig uur per tijdvak van achtenveertig uur; de rusttijd moet ten minste zes achtereenvolgende uren per etmaal omvatten.

7. De bemanningen van schepen die semi-continu of continu varen moeten naar aantal en samenstelling zodanig zijn dat aan de bepalingen van dit artikel uitvoering kan worden gegeven.

Artikel 8

1. In afwijking van het bepaalde in de leden 1 en 2 van artikel 7 kan de periode voor nachtrust worden verkort:

- a) met ten hoogste twee uur, wanneer aan bederf onderhevige goederen worden vervoerd;
- b) ter voorkoming van bederf van goederen, doch slechts wanneer deze goederen worden vervoerd aan boord van schepen die afzonderlijk worden geslept of aan boord van schepen met mechanische beweegkracht;
- c) met de tijd, nodig voor het schutten of met ten hoogste twee uur voor het binnenvaren of aankomen in Belgische en Zeeuwse tijhavens, alsmede in de haven van Dordrecht, wanneer het schip van België of van Zeeland komt;
- d) op de dag van aankomst in de haven van eindbestemming, op voorwaarde dat de arbeid van de bemanning aan boord op die dag niet wordt voortgezet na 22 uur;

- e) indien tijdens de reis blijkt, dat de aansluiting met een zeeschip zou kunnen worden gemist;
 - f) tijdens de reis boven Koblenz, ingeval van onvoorziene en snelle val van het water en voor ten hoogste één nacht, ten einde het lichten te vermijden.
2. De dagelijkse rusttijd kan eveneens worden verkort ingeval van ongeval of hulpverlening, overstroming, storm of plotseling optredend ijsgevaar.

TITEL V

Overuren

Artikel 11

Wanneer de dagelijkse rusttijd bepaald in artikel 7, verkort wordt door toepassing van het bepaalde in artikel 8, worden de uren waarmede de dagelijkse rusttijd aldus verkort wordt als overuren beschouwd, waarover de betrokken rijnavarenden recht hebben op een vergoeding overeenkomstig het bepaalde in lid 1 van artikel 14.

TITEL VI

Feestdagen

Artikel 15

1. Behoudens in de gevallen genoemd in artikel 8, lid 1 onder b) en e) en in lid 2 van hetzelfde artikel, is een rijnavarende, in de loop van een jaar, niet gehouden te werken op ten minste zeven feestdagen. Deze dagen worden door elke Verdragssluitende Staat vastgesteld naar keuze uit de volgende acht dagen: Nieuwjaarsdag, eerste en tweede Paasdag, 1 mei, eerste en tweede Pinksterdag en eerste en tweede Kerstdag.

2. De uren waarop gewerkt is op die dagen, worden beschouwd als overuren waarvoor de betrokken rijnavarenden recht hebben op een vergoeding overeenkomstig het bepaalde in artikel 14.

3. Het bepaalde in lid 1 van dit artikel is niet van toepassing van 1 mei tot en met 30 september, op passagiersschepen die ten hoogste 100 ton goederen vervoeren en die een geregelde dienst onderhouden.

TITEL VII

Rustdagen

Artikel 16

1. Een rijnavarende moet gemiddeld voor elke 6 werkdagen een rustdag genieten, die verleend moet worden binnen een termijn van ten hoogste 3 maanden.

2. Onder rustdag wordt verstaan een rustperiode van ten minste 24 achtereenvolgende uren, verleend onmiddellijk na de nachtrust.

3. Onder de wekelijkse rustdagen moeten voor zover mogelijk 26 zondagen per jaar zijn.

4. In plaats van de bepalingen van de leden 1 tot en met 3 van dit artikel betreffende de wekelijkse rustdagen is het bepaalde in lid 5 van dit artikel van toepassing op rijnvarenden aan boord van schepen die in de zin van lid 4 van artikel 7 semi-continu of continu varen.

5. Rijnvarenden aan boord van schepen die semi-continu of continu varen, hebben recht op een rustdag voor elke 2 werkdagen. De rustdagen worden bij elkaar opgeteld en moeten in elk geval worden verleend in de loop van een tijdvak van ten hoogste 6 weken.

TITEL XI

Toepassing van het Verdrag

Artikel 25

1. In elke Verdragsluitende Staat en aan boord van elk schip waarop dit Verdrag van toepassing is en dat toebehoort aan rederijen of aan particulieren, die hun hoofdkantoor op het grondgebied van de betrokken Staat hebben, wordt aan dit Verdrag door alle passende maatregelen en in het bijzonder door middel van collectieve arbeids-overeenkomsten uitvoering gegeven. Indien een particulier geen hoofdkantoor bezit op het grondgebied van de betrokken Staat, wordt voor de toepassing van dit artikel zijn woonplaats als zodanig beschouwd.

2. De Verdragsluitende Staten zijn gehouden alle nodige maatregelen te nemen teneinde de feitelijke uitvoering van dit Verdrag te waarborgen, met name door middel van strafrechtelijke bepalingen, en de autoriteiten aan te wijzen die met de toepassing daarvan belast worden. De Verdragsluitende Staten hebben het recht en de plicht deze maatregelen eveneens toe te passen aan boord van alle in het Verdrag bedoelde schepen, zonder onderscheid naar vlag, zodra deze schepen zich op hun grondgebied bevinden.

TITEL XII

Driezijdige commissie en jaarrapporten

Artikel 27

1. i) Een driezijdige commissie wordt ingesteld waarin voor elke Verdragsluitende Staat twee regeringsvertegenwoordigers, een vertegenwoordiger van de betrokken werkgevers en een vertegenwoordiger van de rijnvarenden zitting hebben. Het Internationale Arbeidsbureau neemt deel aan de werkzaamheden van de driezijdige commissie.

ii) De niet-regeringsvertegenwoordigers worden benoemd door de regeringen in overeenstemming met de meest representatieve vakorganisaties, onderscheidenlijk van de werkgevers en van de rijnvarende, op wie dit Verdrag van toepassing is.

2. Elke Verdragsluitende Staat stelt een jaarrapport op betreffende de toepassing van het Verdrag binnen zijn grondgebied en legt dit ten onderzoek aan de driezijdige commissie voor. Tenzij de commissie anders beschikt, wordt het rapport iedere twee jaar tot in bijzonderheden uitgewerkt en bevat het met betrekking tot de tussenliggende jaren slechts beknopte mededelingen.

3. De driezijdige commissie komt iedere twee jaar bijeen voor het opstellen van een rapport waarin haar opmerkingen omtrent de rapporten van de regeringen zijn vervat, tenzij een van de regeringen verzoekt in de loop van een tussenliggend jaar een vergadering te beleggen. Het rapport van de driezijdige commissie wordt aan elk der Verdragsluitende regeringen, aan het Internationale Arbeidsbureau en aan de Centrale Commissie voor de Rijnvaart gezonden.

4. Het Secretariaat-Generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart belast zich met het secretariaat van de driezijdige commissie.

5. De driezijdige commissie stelt haar eigen reglement vast.

Artikel II

De ondertekening van deze Akte staat open voor de Staten die vertegenwoordigd zijn in de Centrale Commissie voor de Rijnvaart. Zij is aan bekrachtiging onderworpen.

Artikel III

Elke akte van bekrachtiging van deze Akte wordt nedergelegd bij de Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau, die haar inschrijft en de in artikel II genoemde Staten kennis geeft van de ontvangst.

Artikel IV

Deze Akte treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgende op die waarin de laatste akte van bekrachtiging van alle Verdragsluitende Rijnsoeverstaten en België is nedergelegd. Voor elk der overige Staten, vertegenwoordigd in de Centrale Commissie voor de Rijnvaart, treedt deze Akte in werking op de eerste dag van de derde maand, volgende op die waarin hij zijn akte van bekrachtiging heeft nedergelegd.

Artikel V

1. Deze Akte heeft dezelfde geldigheidsduur als het Verdrag zelf.
2. Deze Akte kan niet los van het Verdrag worden opgezegd.

Artikel VI

1. De Franse tekst van deze Akte is de authentieke tekst en wordt van de ondertekening van de Verdragsluitende Partijen voorzien en wordt nedergelegd in het archief van het Internationale Arbeidsbureau.

2. Zodra deze Akte in werking is getreden, wordt overeenkomstig artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan door de Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau ter registratie gezonden aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

3. De Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau zendt eveneens een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift aan elk der Rijnoverstaten en België, aan de andere landen vertegenwoordigd in de Centrale Commissie voor de Rijnvaart en aan deze Commissie.

4. Officiële vertalingen in het Engels, het Duits en het Nederlands worden opgesteld door het Internationale Arbeidsbureau en aan de betrokken landen toegezonden.

Artikel VII

Overeenkomstig artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties, doet de Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties mededeling van elke bekrachtiging die te zijner kennis is gebracht, opdat deze door hem kan worden ingeschreven.

GEDAAN te Genève, de 24ste mei 1963, in twee exemplaren in de Franse taal.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, na nederlegging van hun onderscheiden volmachten, deze Akte hebben ondertekend.

Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

Voor het Koninkrijk België:

Voor de Franse Republiek:

Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

Voor de Zwitserse Bondsstaat:

Uitgegeven de *drieëntwintigste* oktober 1964.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
V. G. M. MARIJNEN.